

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

Le Ministre de l'Economie et du Travail,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,

V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal,
Z. KHATTABI

La Ministre de l'Environnement et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Energie et du Tourisme,

Z. DEMIR

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature de la Forêt,
de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la transition climatique, de l'Environnement
et de l'Energie et de la Démocratie participative
A. MARON

Voor de Federale Regering:

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Economie en Werk,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Justitie en Noordzee,

V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,
Z. KHATTABI

De Staatssecretaris voor Relance en strategische Investerings, belast
met Wetenschapsbeleid, toegevoegd aan de minister van Economie
en Werk,

Z. DEMIR

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bos, Erfgoed en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister belast met Klimaat- transitie, Leefmilieu,
Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON

**SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT**

[C – 2023/42148]

16 FEVRIER 2023. — Accord de coopération portant exécution de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes, et fixant les procédures et modalités relatives au rapportage sur la mise en œuvre du règlement (UE) n° 1143/2014

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les articles 6, § 1^{er}, III, 2°, 6bis et 92bis ;

Vu l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le décret du 4 avril 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu le décret du 3 mai 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu la loi du 16 juin 2019 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Vu l'ordonnance du 2 juillet 2020 portant assentiment à l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

Considérant le Règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU**

[C – 2023/42148]

16 FEBRUARI 2023. — Samenwerkingsakkoord houdende uitvoering van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten, en tot vaststelling van de procedures en modaliteiten betreffende de rapportering over de uitvoering van de verordening (EU) nr. 1143/2014

Gelet op artikel 23 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikelen 6, § 1, III, 2°, 6bis en 92bis;

Gelet het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op het decreet van 4 april 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op het decreet van 3 mei 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op de wet van 16 juni 2019 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Gelet op de ordonnantie van 2 juli 2020 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Overwegende de Verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

Entre :

L'Etat fédéral, représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Premier ministre, du Vice-premier ministre et Ministre de la Justice et de la Mer du Nord et de la Ministre du Climat, de l'Environnement, du Développement durable et du Green Deal ;

La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président et de la Ministre de la Justice et du Maintien, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme ;

La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président et de la Ministre de de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal ;

La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président et du Ministre chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative ;

a été convenu ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. Le présent accord fixe les procédures et modalités relatives au rapportage sur la mise en œuvre du règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes conformément à l'article 57 de l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes.

Art. 2. Pour l'application du présent accord, on entend par :

1° Accord de coopération : l'accord de coopération du 30 janvier 2019 entre l'Etat fédéral, les Communautés et les Régions relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

2° CIE : la Conférence interministérielle de l'Environnement instaurée par décision du Comité de Concertation Gouvernement-Exécutifs des 9 mai et 13 juin 1989 créant une Conférence interministérielle de l'Environnement conformément à l'article 31bis de la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles ;

3° Comité : le Comité national des espèces exotiques envahissantes au sens de l'article 1^{er}, 13°, de l'accord de coopération ;

4° Conseil scientifique : le Conseil scientifique national des espèces exotiques envahissantes au sens de l'article 1^{er}, 14°, de l'accord de coopération ;

5° Espèces exotiques envahissantes : les espèces qui tombent dans le champ d'application de l'accord de coopération ;

6° Secrétariat scientifique : le Secrétariat scientifique national des espèces exotiques envahissantes visé à l'article 1^{er}, 15°, de l'accord de coopération ;

7° Site web : le site portail internet visé à l'article 15, § 2, 8°, de l'accord de coopération ;

8° Parties : pour cet accord de coopération d'exécution, vise exclusivement l'Etat fédéral et les Régions ;

9° Rapport national de mise en œuvre : le rapport de mise en œuvre du règlement par les parties à l'accord de coopération ;

10° Règlement EEE : le règlement (UE) n° 1143/2014 du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 relatif à la prévention et à la gestion de l'introduction et de la propagation des espèces exotiques envahissantes ;

11° Cycle de rapportage : chaque période de six ans applicable pour l'élaboration du rapport national de mise en œuvre et qui court à partir du mois d'avril 2019 ;

12° Autorité compétente : les administrations fédérales et régionales compétentes pour la mise en œuvre du règlement EEE et notifiées comme telles à la Commission européenne conformément à l'article 24.2 du règlement.

CHAPITRE II. — Obligations générales

Art. 3. § 1^{er}. Chaque partie est responsable, pour ce qui relève de ses compétences, du processus de collecte et de compilation des données et des informations requises pour l'élaboration du rapport national de mise en œuvre.

§ 2. Chaque partie est responsable pour transmettre dans les délais impartis par le présent accord les données et informations visées au paragraphe 1^{er}.

Tussen:

De Federale Staat, vertegenwoordigd door de federale Regering, in de persoon van de Eerste Minister, de Vice-eersteminister en minister van Justitie en Noordzee en de Minister van Klimaat, Leefmilieu, Duurzame Ontwikkeling en Green Deal;

De Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-President en de Minister van Justitie en Handhaving, Omgeving, Energie en Toerisme;

Het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President en de Minister van Leefmilieu, Bos, Erfgoed en dierenwelzijn;

Het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, vertegenwoordigd door de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, in de persoon van de Minister-President en de Minister belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie;

is overeengekomen wat volgt:

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit samenwerkingsakkoord legt de procedures en modaliteiten vast betreffende de rapportering over de uitvoering van de verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten in overeenstemming met artikel 57 van het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en het beheer van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten.

Art. 2. Voor de toepassing van dit akkoord verstaat men onder:

1° Samenwerkingsakkoord: het samenwerkingsakkoord van 30 januari 2019 tussen de Federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten betreffende de preventie en het beheer van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

2° ICL: de Interministeriële Conferentie Leefmilieu, opgericht bij beslissing van het Overlegcomité Regering-Executieven van 9 mei en 13 juni 1989 tot oprichting van een Interministeriële Conferentie Leefmilieu conform artikel 31bis van de Gewone Wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

3° Comité: het Nationaal Comité voor de invasieve uitheemse soorten in de zin van artikel 1, 13° van het samenwerkingsakkoord;

4° Wetenschappelijke Raad: de Nationale Wetenschappelijke Raad voor de invasieve uitheemse soorten in de zin van artikel 1, 14° van het samenwerkingsakkoord;

5° Invasieve uitheemse soorten: de soorten die onder het toepassingsgebied van het samenwerkingsakkoord vallen;

6° Wetenschappelijk Secretariaat: Nationaal Wetenschappelijk Secretariaat van de invasieve uitheemse soorten bedoel in artikel 1, 15° van het samenwerkingsakkoord;

7° Website: de portaalwebsite bedoeld in artikel 15, § 2, 8° van het samenwerkingsakkoord;

8° Partijen: voor dit uitvoerend samenwerkingsakkoord, uitsluitend de Federale Staat en de Gewesten;

9° Nationaal uitvoeringsrapport: het uitvoeringsrapport over de verordening door de bij het samenwerkingsakkoord betrokken partijen;

10° IUS-verordening: de verordening (EU) nr. 1143/2014 van het Europees Parlement en de Raad van 22 oktober 2014 betreffende de preventie en beheersing van de introductie en verspreiding van invasieve uitheemse soorten;

11° Rapporteringscyclus: elke periode van zes jaar van toepassing voor de uitwerking van een nationaal uitvoeringsrapport en die ingaat vanaf april 2019;

12° Bevoegde overheid: de federale en regionale administraties die bevoegd zijn voor de uitvoering van de IUS-Verordening en als zodanig werden genotificeerd aan de Europese Commissie overeenkomstig artikel 24.2 van de IUS-verordening.

HOOFDSTUK II. — Algemene verplichtingen

Art. 3. § 1. Elke partij is, voor haar bevoegdheden, verantwoordelijk voor het proces om de data en informatie te bundelen en te compileren die vereist is voor de uitwerking van het nationaal uitvoeringsrapport.

§ 2. Elke partij is verantwoordelijk voor het tijdig bezorgen binnen de in deze overeenkomst vastgestelde termijnen van de data en informatie bedoeld in paragraaf 1.

Art. 4. § 1^{er}. Au plus tard pour le 25 janvier de la dernière année du cycle de rapportage concerné, chaque autorité compétente envoie au secrétariat scientifique les données et informations visées à l'article 3.

§ 2. Les autorités compétentes suivent les procédures établies dans le présent accord en vue d'élaborer le rapport national de mise en œuvre.

Art. 5. La procédure de préparation du rapport de mise en œuvre telle que prévue dans le présent accord ne peut être interrompue. Si une partie ne remplit pas à temps les obligations visées au chapitre 2, le secrétariat scientifique poursuit les tâches qui lui incombent conformément à l'article 15, § 2, 7^o, de l'accord de coopération.

CHAPITRE III. — *Processus de préparation du rapportage*

Art. 6. Au début d'un nouveau cycle de rapportage, chaque autorité compétente s'organise en interne pour s'assurer que la collecte et la compilation des données et informations nécessaires à l'élaboration du rapport de mise en œuvre soient faites à temps. Pour ce faire, elle peut solliciter l'avis du Secrétariat scientifique ou du Conseil scientifique.

L'autorité compétente informe le Comité, le Conseil scientifique et le Secrétariat scientifique des dispositions prises, par écrit, et au plus tard à l'échéance des six premiers mois de la première année du cycle de rapportage. Cette information peut comprendre notamment :

- a) la manière dont les données vont être collectées et compilées conformément à son système de surveillance ;
- b) la liste des différents services ou départements de l'autorité compétente qui vont être associés au processus ;
- c) la manière dont les différents services ou départements de l'autorité compétente vont être associés au processus ;
- d) la manière dont l'interaction avec d'autres acteurs publics ou privés est prévue ;
- e) le calendrier prévu des actions à entreprendre ;
- f) toute autre information utile.

§ 2. Lors de la cinquième année du cycle de rapportage concerné, chaque autorité compétente élabore une planification de travail et l'envoie au plus tard pour le 30 juin au Comité, au Conseil scientifique et au Secrétariat scientifique national.

Cette planification reprend la manière dont les données et informations finales vont être compilées par l'autorité compétente en vue de respecter le délai du 25 janvier visé à l'article 3. Il est présenté oralement à une réunion du Comité organisée au début du mois de septembre de la même année visée à l'alinéa 1^{er}.

§ 3. Le Comité, le Secrétariat scientifique et le Conseil scientifique peuvent, collectivement ou individuellement, émettre des recommandations pour améliorer le processus de rapportage de l'autorité compétente.

CHAPITRE IV. — *Données et informations requises*

Art. 7. § 1^{er}. Les données et informations requises par chaque partie pour effectuer la mise en œuvre du rapport comme mentionné à l'article 3 concernent neuf catégories d'informations relatives aux espèces exotiques envahissantes conformément à l'article 24 du règlement EEE :

- a) une description, ou une version actualisée de celle-ci, du système de surveillance établi conformément à l'article 14 du règlement EEE et du système de contrôles officiels des espèces exotiques entrant dans l'Union établi conformément à l'article 15 du règlement EEE ;
- b) la répartition des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour l'Union ou au niveau régional conformément à l'article 11, paragraphe 2 du règlement EEE, qui sont présentes sur leur territoire, y compris des informations concernant les comportements migratoires ou reproducteurs ;
- c) des informations sur les espèces considérées comme des espèces exotiques envahissantes préoccupantes pour un Etat membre conformément à l'article 12, paragraphe 2 du règlement EEE ;
- d) les plans d'action visés à l'article 13 du règlement EEE ;
- e) des informations agrégées couvrant l'ensemble du territoire national relatives aux mesures d'éradication, aux mesures de gestion prises, à leur efficacité et à leurs incidences sur les espèces non visées ;

Art. 4. § 1. Uiterlijk op 25 januari van het laatste jaar van de rapporteringscyclus in kwestie, stuurt elke bevoegde overheid aan het wetenschappelijk secretariaat de data en de informatie bedoeld in artikel 3.

§ 2. De bevoegde overheden volgen de in dit akkoord vastgelegde procedures voor de uitwerking van het nationaal uitvoeringsrapport.

Art. 5. De voorbereidingsprocedure voor het uitvoeringsrapport zoals bepaald in dit akkoord mag niet worden onderbroken. Als een partij niet tijdig de in Hoofdstuk 2 bedoelde verplichtingen nakomt, zet het wetenschappelijk secretariaat haar eigen taken, zoals in overeenstemming met artikel 15, § 2, 7^o van het samenwerkings-akkoord, verder.

HOOFDSTUK III. — *Vorbereidingsproces voor de rapportering*

Art. 6. Bij het begin van een nieuwe rapporteringscyclus, organiseert elke bevoegde overheid zich intern om ervoor te zorgen dat de data en informatie wordt gebundeld en gecompileerd die vereist is voor de uitwerking van het nationaal uitvoeringsrapport. Hiertoe kan de overheid het advies van het Wetenschappelijk Secretariaat of de Wetenschappelijke Raad inwinnen.

De bevoegde overheid informeert het Comité, de Wetenschappelijke Raad en het Wetenschappelijk Secretariaat schriftelijk van deze gemaakte afspraken uiterlijk op de vervaldag van de eerste zes maanden van het eerste jaar van de rapporteringscyclus. Die informatie bevat mogelijks onder meer:

- a) de wijze waarop de data zal worden gebundeld en gecompileerd in overeenstemming met het eigen surveillancesysteem;
- b) de lijst met de diverse diensten of departementen van de bevoegde overheid die in dit proces zullen worden betrokken;
- c) de wijze waarop de diverse diensten of departementen van de bevoegde overheid zullen worden betrokken in het proces;
- d) de wijze waarop de interactie met andere publieke of private actoren is gepland;
- e) de vooropgestelde timing voor de te ondernemen acties;
- f) elke andere nuttige informatie.

§ 2. In het vijfde jaar van de rapporteringscyclus in kwestie, werkt elke bevoegde overheid een werkplanning uit en stuurt die uiterlijk op 30 juni van dat jaar aan het Comité, de Wetenschappelijke Raad en het nationaal Wetenschappelijk Secretariaat.

Die planning vermeldt hoe de definitieve data en informatie zullen worden gecompileerd door de bevoegde overheid om de deadline van 25 januari bedoeld in artikel 3 na te leven. Ze wordt mondeling voorgesteld op een vergadering van het Comité georganiseerd in het begin van september van het jaar bedoeld in de eerste alinea.

§ 3. Het Comité, het Wetenschappelijk Secretariaat en de Wetenschappelijke Raad kunnen, gezamenlijk of apart, aanbevelingen doen ter verbetering van het rapporteringsproces van de bevoegde overheid.

HOOFDSTUK IV. — *Vereiste data en informatie*

Art. 7. § 1. De data en informatie van elke partij die vereist zijn om het uitvoeringsrapport te kunnen uitvoeren, zoals vermeld in artikel 3, gaat over negen informatiecategorieën met betrekking tot de invasieve uitheemse soorten, in overeenstemming met artikel 24 van de IUS-verordening:

- a) een beschrijving, of een geactualiseerde versie daarvan, van het overeenkomstig artikel 14 van de IUS-verordening vastgestelde surveillancesysteem en van het overeenkomstig artikel 15 van de IUS-verordening vastgestelde systeem voor officiële controles op uitheemse soorten die de Unie binnenkomen ;
- b) de verspreiding van voor de Unie of voor een regio, overeenkomstig artikel 11, lid 2 van de IUS-verordening, zorgwekkende invasieve uitheemse soorten op hun grondgebied, met inbegrip van informatie over migratie- of voortplantingspatronen;
- c) informatie over de soorten die overeenkomstig artikel 12, lid 2 van de IUS-verordening, worden beschouwd als voor een lidstaat zorgwekkende invasieve uitheemse soorten;
- d) de actieplannen bedoeld in artikel 13, lid 2 van de IUS-verordening
- e) geaggregeerde informatie voor het gehele nationale grondgebied over de overeenkomstig artikel 17 van de IUS-verordening genomen uitroeingsmaatregelen, de overeenkomstig artikel 19 van de IUS-verordening uitgevoerde beheersmaatregelen, de doeltreffendheid ervan en de gevolgen ervan voor niet-doelsoorten

f) le nombre de permis visés à l'article 8 du règlement EEE et la finalité pour laquelle ils ont été délivrés ;

g) les mesures prises pour informer le public de la présence d'une espèce exotique envahissante et de toute action exigée de la part des citoyens ;

h) les inspections requises en vertu de l'article 8, paragraphe 8 du règlement EEE ;

i) des informations concernant le coût des mesures entreprises pour se conformer au présent règlement, lorsqu'elles sont disponibles.

§ 2. Les données et informations visées au paragraphe 1^{er} doivent être rapportées au niveau géographique correspondant au territoire ressortissant à la compétence de chaque partie. Cette règle est cependant sans préjudice de la possibilité de rapporter à un niveau géographique plus large :

a) lorsque la CIE décide de prendre au niveau national des mesures d'urgence conjointes pour certaines espèces exotiques envahissantes conformément à l'article 37 de l'accord de coopération;

b) lorsque les parties s'accordent, via la CIE et sur proposition du Comité, à rapporter conjointement sur certaines mesures en vue de faciliter le processus de rapportage.

§ 3. Afin d'aider les parties à rapporter de manière claire et cohérente sur les données sur les espèces, le Secrétariat scientifique élabore un outil national électronique, ce en concertation avec les autorités compétentes et qui reprend au moins les catégories visées au § 1^{er}, e), f) en h). Cet outil est disponible via la partie sécurisée du site web national et est basée sur le format technique déterminé par des actes d'exécution de la Commission Européenne.

A la demande d'une autorité compétente, le Secrétariat peut organiser une formation en vue d'expliquer comment l'outil national électronique doit être rempli, en ce compris le niveau de détail.

§ 4. Pour les informations des catégories visées au § 1^{er}, a) – d), g) et i) le Secrétariat scientifique élabore un document d'orientation expliquant la manière de rapporter ces informations ou, si disponible, il prend celui élaboré par la Commission européenne. Il le poste sur la partie sécurisée du site web national.

Les parties s'organisent pour rapporter, si possible pour le 1^{er} septembre de la cinquième année de rapportage, les informations visées à l'alinéa 1^{er} et qui correspondent aux quatre premières années du cycle de rapportage.

§ 5. Le Comité peut demander au Conseil scientifique de :

a) coordonner la collecte des données nécessaires à l'établissement des cartes de distribution des espèces exotiques envahissantes ;

b) établir les cartes de distribution visées au a).

§ 6. Le Comité peut solliciter un avis du Conseil scientifique sur les données scientifiques relatives aux espèces exotiques envahissantes, comme :

a) leur patron et dynamique de distribution ;

b) leur patron de reproduction ;

c) leurs voies d'introduction ;

d) leur statut (espèces répandues ou non) ;

e) toute autre donnée scientifique pertinente.

§ 7. Lorsque le rapport de mise en œuvre concerne des espèces exotiques envahissantes marines établies ou pouvant s'établir ou se propager exclusivement dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique, le Secrétariat scientifique collabore avec l'Unité de gestion du Modèle mathématique de la Mer du Nord de l'Institut royal des Sciences naturelles de Belgique conformément à l'article 20, § 2, de l'accord de coopération.

CHAPITRE V. — Rôle du Secrétariat scientifique

Art. 8. Le Secrétariat scientifique est désigné comme coordinateur national des données. Ses missions comprennent notamment :

a) coordonner et superviser le processus d'élaboration du rapport national de mise en œuvre tout au long du cycle de rapportage ;

b) établir une guidance générale pour la procédure de rapportage, en ce compris par le biais de formations ;

c) préparer l'outil électronique interne et le document d'orientation à être utilisés par les autorités compétentes pour effectuer leur rapportage ;

f) het aantal in artikel 8 van de IUS-verordening bedoelde vergunningen en de reden waarom die zijn verleend;

g) de maatregelen die zijn genomen om het publiek te informeren over de aanwezigheid van invasieve uitheemse soorten en andere acties die de burgers verzocht wordt te ondernemen;

h) de krachtens artikel 8, lid 8, van de IUS-verordening vereiste inspecties;

i) indien beschikbaar, informatie over de kostprijs van de maatregelen die zijn genomen om aan deze verordening te voldoen.

§ 2. De data en informatie bedoeld in de eerste paragraaf moeten worden gerapporteerd op het geografisch niveau dat overeenstemt met het grondgebied waarvoor elke partij bevoegd is. Deze regel laat de mogelijkheid om te rapporteren op een breder geografisch niveau toe:

a) als de ICL beslist om gezamenlijke noodmaatregelen te treffen op nationaal niveau voor bepaalde invasieve uitheemse soorten in overeenstemming met artikel 37 van het samenwerkingsakkoord;

b) als de partijen, via de ICL en op voordracht van het Comité, overeenkomen om gezamenlijk te rapporteren over bepaalde maatregelen met het oog op het faciliteren van het rapporteringsproces.

§ 3. Om de partijen te helpen om helder en coherent te rapporteren over de data m.b.t. de soorten, werkt het wetenschappelijk secretariaat een nationale digitale tool uit in overleg met de competente overheden voor ten minste de categorieën e), f) en h) bedoeld in de eerste paragraaf. Die tool is beschikbaar in het beveiligde deel van de nationale website en gebaseerd op het technisch format die bepaald zijn door uitvoeringsbesluiten van de Europese Commissie.

Op vraag van een bevoegde overheid kan het secretariaat een opleiding organiseren om de werking van de nationale digitale tool toe te lichten, met name hoe die wordt ingevuld en met welk niveau van detail.

§ 4. Voor de informatie over de categorieën a) – d), g) en i) bedoeld in de eerste paragraaf werkt het wetenschappelijk secretariaat een leidraad uit - of neemt deze over van de Europese Commissie indien beschikbaar - met uitleg hoe die informatie moet worden gerapporteerd en plaatst hem op het beveiligde deel van de nationale website.

De partijen organiseren zich om de informatie, bedoeld in de eerste alinea en die overeenstemt met de eerste vier jaar van de rapporteringscyclus, indien mogelijk te kunnen rapporteren voor 1 september van het vijfde jaar van de rapportering.

§ 5. Het Comité kan de Wetenschappelijke Raad het volgende vragen:

a) coördinatie van de verzameling van de vereiste data voor de opmaak van de verspreidingskaarten van de invasieve uitheemse soorten;

b) de in a) bedoelde verspreidingskaarten opstellen.

§ 6. Het Comité kan een advies vragen aan de Wetenschappelijke Raad over de wetenschappelijke data met betrekking tot de invasieve uitheemse soorten, bijvoorbeeld over:

a) hun verbreidingspatroon en -dynamiek;

b) hun reproductiepatroon;

c) hun introductiewegen;

d) hun statuut (wijdverspreid of niet);

e) om het even welke andere relevante wetenschappelijke data.

§ 7. Als het uitvoeringsrapport mariene invasieve uitheemse soorten betreft die zich hebben gevestigd, nog kunnen vestigen of verspreiden in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België, werkt het Wetenschappelijk Secretariaat samen met de Beheerseenheid van het Mathematisch Model van de Noordzee van het Koninklijk Belgisch Instituut voor Natuurwetenschappen in overeenstemming met artikel 20, § 2, van het samenwerkingsakkoord.

HOOFDSTUK V. — Rol van het Wetenschappelijk Secretariaat

Art. 8. Het Wetenschappelijk Secretariaat wordt aangesteld voor de nationale datacoördinatie. Het heeft onder meer de volgende taken:

a) coördineren en superviseren van de uitwerking van het nationaal uitvoeringsrapport gedurende de volledige rapporteringscyclus;

b) een algemene leidraad opstellen voor de rapporteringsprocedure, met inbegrip van ondersteunende opleidingen;

c) de interne digitale tool en de leidraad opstellen voor gebruik door de bevoegde overheden om hun rapportering uit te voeren;

d) contrôler les données et les informations reçues par les autorités compétentes et si nécessaire, demander des informations supplémentaires pour standardiser en compiler au format requis ;

e) envoyer pour avis le projet de rapport au Conseil scientifique ;

f) envoyer pour entérinement le projet de rapport au Comité ;

g) incorporer les données et les informations récoltées dans les outils de rapportage fixés au niveau européen, dont le rapport en ligne de la Commission européenne ;

h) envoyer le rapport national de mise en œuvre à la Commission européenne.

CHAPITRE VI. — Procédure d'adoption

Art. 9. Le Secrétariat scientifique soumet pour avis le projet de rapport au Conseil scientifique au plus tard pour le 15 février de la dernière année du cycle de rapportage concerné. L'avis est remis dans les trente jours à dater du jour de la réception de la demande. A défaut de la transmission dans les délais, la procédure est poursuivie.

Art. 10. Dès la réception de l'avis du Conseil scientifique, le Secrétariat opère les modifications nécessaires et transmet le projet de rapport au Comité pour approbation au plus tard la semaine du 15 mars de la dernière année du cycle de rapportage concerné.

Art. 11. Le Comité transmet à la CIE le projet de rapport qu'il a approuvé conformément à l'article 9, au plus tard pour le 1^{er} avril de la dernière année du cycle de rapportage concerné.

Art. 12. Le secrétariat scientifique envoie à la Commission européenne le rapport de mise en œuvre adopté par la CIE conformément à l'article 10 le plus rapidement et si possible, endéans les dix jours de son adoption.

CHAPITRE VII. — Dispositions finales

Art. 13. Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Art. 14. Le présent accord entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Le Ministre de l'autorité fédérale qui a l'environnement dans ses compétences est chargé de la publication du présent accord.

Fait à Bruxelles le 16 février 2023, en un seul exemplaire rédigé qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Pour le Gouvernement fédéral :

Le Premier Ministre,
A. DE CROO

Le Ministre de la Justice et de la Mer du Nord,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre du Climat, de l'Environnement,
du Développement durable et du Green Deal,
Z. KHATTABI

Pour la Communauté flamande et la Région flamande :

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

La Ministre de l'Environnement et du Maintien, de l'Environnement
et de l'Aménagement du Territoire, de l'Énergie et du Tourisme,
Z. DEMIR

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement,
de la Nature de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

Pour la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de Bruxelles-Capitale,
R. VERVOORT

Le Ministre chargé de la transition climatique,
de l'Environnement et de l'Énergie et de la Démocratie participative,
A. MARON

d) de van de bevoegde overheden ontvangen data en informatie controleren, en indien nodig bijkomende informatie opvragen voor standardisatie en compilatie tot het vereiste formaat.

e) het ontwerp van rapport aan de wetenschappelijke raad zenden voor advies;

f) het ontwerp van rapport aan het Comité zenden voor bekrachtiging;

g) de verzamelde data en informatie invoeren in de rapporteringstools op Europees niveau, waaronder het onlinereport van de Europese Commissie;

h) het nationaal uitvoeringsrapport aan de Europese Commissie zenden.

HOOFDSTUK VI. — Aannemingsprocedure

Art. 9. Het Wetenschappelijk Secretariaat legt het ontwerp van rapport voor advies voor aan de Wetenschappelijke Raad uiterlijk op 15 februari van het laatste jaar van de rapporteringscyclus in kwestie. Het advies wordt verstrekt binnen dertig dagen vanaf de dag van ontvangst van de vraag om advies. Bij ontstentenis van een tijdige bezorging van het advies, wordt de procedure voortgezet.

Art. 10. Zodra het secretariaat het advies van de wetenschappelijke raad heeft ontvangen, brengt het de vereiste wijzigingen aan en bezorgt het ontwerp van rapport aan het Comité voor goedkeuring uiterlijk in de week van 15 maart van het laatste jaar van de rapporteringscyclus in kwestie.

Art. 11. Het Comité bezorgt het ontwerp van rapport dat het heeft goedgekeurd aan de ICL in overeenstemming met artikel 9 uiterlijk op 1 april van het laatste jaar van de rapporteringscyclus in kwestie.

Art. 12. Het wetenschappelijk secretariaat zendt het door de ICL aangenomen uitvoeringsrapport zo snel mogelijk en, indien mogelijk, binnen tien dagen na de aanname aan de Europese Commissie in overeenstemming met artikel 10.

HOOFDSTUK VII. — Slotbepalingen

Art. 13. Dit akkoord wordt gesloten voor onbepaalde duur.

Art. 14. Dit akkoord treedt in werking de dag op de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De minister van de federale overheid die bevoegd is voor Leefmilieu is belast met de bekendmaking van dit akkoord.

Opgemaakt te Brussel op 16 februari 2023, in één enkel oorspronkelijk exemplaar dat zal worden neergelegd bij het Centrale Secretariaat van het Overlegcomité.

Voor de Federale Regering :

De Eerste Minister,
A. DE CROO

De Minister van Justitie en Noordzee,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Klimaat, Leefmilieu,
Duurzame Ontwikkeling en Green Deal,
Z. KHATTABI

Voor de Vlaamse Gemeenschap en het Vlaamse Gewest :

De Minister-President van de Vlaamse Regering,
J. JAMBON

De Minister van Justitie en Handhaving,
Omgeving, Energie en Toerisme,
Z. DEMIR

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President van de Waalse Regering,
E. DI RUPO

De Minister van Leefmilieu,
Natuur, Bos, Erfgoed en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Voor het Brussels Hoofdstedelijke Gewest :

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering,
R. VERVOORT

De Minister belast met Klimaat-transitie,
Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,
A. MARON